

## 2. ALLEMAGNE : LES COURANTS LAÏCISATEURS ET LE « KULTURKAMPF »

### 2.1. Les libéraux allemands avant 1870 et la nouvelle popularité du projet d'« émancipation de l'école »

En Allemagne également, l'école publique confessionnelle, telle qu'elle avait été restaurée après 1850, connaît à partir des années 1860 une crise profonde. On pourra comparer avec la description de la situation anglaise faite par C. Hippeau en 1872 ces lignes qu'il consacre l'année suivante à la Prusse : ...Quand vers le milieu du siècle présent, les découvertes de la science, la hardiesse des exégèses théologiques, les spéculations de la libre pensée, mirent presque partout en péril la suprématie de l'Eglise [prussienne], l'appui de l'Etat lui fut nécessaire pour lui conserver ses droits et privilèges et l'aider à résister à l'invasion du scepticisme en rendant toute sa force à l'enseignement religieux des écoles. C'est à quoi travaillèrent ardemment en Prusse le Ministre des cultes M. Raumer... [Mais aujourd'hui se fait largement entendre le souhait] d'un système à l'américaine : l'enseignement religieux au curé, l'enseignement positif à l'instituteur. Ce n'est pas ainsi que raisonnent en Allemagne les membres du clergé qu'effrayent... les tentatives d'émancipation qui se manifestent de tous côtés dans la société laïque<sup>51</sup>.

C'est en effet une nouvelle phase de luttes pour l'« émancipation de l'école » que connaissent la Prusse et la plupart des Etats allemands des années 1860 et 1870. On cherchera ici à en restituer les principaux temps forts et les enjeux-clés durant ces années décisives pour l'histoire de la laïcisation scolaire en Allemagne avant 1914, en centrant l'analyse sur la Prusse ; quelques indications seront également données sur le reste de l'Allemagne.

A partir de 1860 s'ouvre en Prusse une période d'affrontements entre le Parti du Progrès (*Fortschrittspartei*) devenu majoritaire au Landtag, et le monarque (Guillaume, régent en 1858, roi à partir de 1861), période connue dans l'historiographie allemande comme « le conflit » (*Der Konflikt* ; c'est précisément pour imposer la volonté du roi à une Chambre frondeuse que Bismarck est appelé au pouvoir à Berlin le 22 septembre 1862). Sur le plan scolaire, les parlementaires libéraux font alors de l'abrogation des Règlements de 1854 pour les *écoles populaires* (voir chapitre 8) et de la lutte contre le cloisonnement confessionnel des établissements, leur axe de bataille, où s'illustre Adolph Diesterweg, élu du *Fortschrittspartei* au Landtag de Prusse de 1858 à sa mort en 1866<sup>52</sup>. Ils ont inscrit

---

<sup>51</sup> Célestin HIPPEAU, *L'Instruction publique en Allemagne*, Paris, Didier, 1873, p. 81 et 85. C. Hippeau, proche de Jules Simon, estimait pour sa part « déplorable » cette lutte « entre les deux éléments qui se disputent la direction des écoles populaires » (*ibid.*).

On notera l'emploi, déjà relevé à propos d'E. Quinet, du syntagme « société laïque » dans le sens de « société civile ». Le développement des luttes laïques en France allait bientôt charger l'adjectif d'un sens idéologique trop marqué pour autoriser le maintien de cette expression.

<sup>52</sup> Il y prononça en 1859 deux discours qui devaient lui assurer une popularité durable auprès des enseignants allemands, l'un en défense de Karl Wander (11 février 1859), l'autre *Sur des pétitions contre les Regulative* (9 mai 1859). Dans cette seconde intervention, véritable discours-programme, Diesterweg manifestait son soutien à des pétitions « de paysans » parvenues au Landtag qui réclamaient l'abrogation du règlement de 1854 (voir le chapitre 8) : « Les signataires de ces pétitions se plaignent de deux choses : une erreur et un manque. L'erreur réside dans l'énormité de ce qu'il faut se mettre en mémoire en matière religieuse, ce qui, disent les paysans, abrute nos enfants, et le manque, dans la limitation de la part de l'enseignement consacrée à la vie actuelle. » Il s'élevait contre la mémorisation à outrance de versets et de récits bibliques, qu'il estimait contraire à l'esprit véritable de la religion, et contre les interdits de lecture dans les Ecoles normales. Il dénonçait l'assujettissement des enseignants au clergé, et revendiquait l'indépendance de l'école par rapport à l'Eglise, c'est-à-dire la suppression de l'inspection par le pasteur et l'organisation interconfessionnelle des écoles. Il accusait enfin les *Regulative* de faire obstacle à la diffusion des sciences de la nature. « L'enseignement des matières profanes [weltliche] est négligé... Il ne reste plus de temps pour l'histoire naturelle, pour l'art, pour la physique, pour les lois de la nature » (*Rede über K. Fr. Wander*

à leur programme de réforme de la monarchie « *la séparation de l'Etat et de l'Eglise* »<sup>53</sup>, et sont favorables à une école *simultanée* (ou « mixte quant aux cultes »), réunissant les enfants des différentes confessions. Le mouvement enseignant, à l'histoire déjà riche, est quant à lui appelé en ces termes par l'infatigable Diesterweg à se ressaisir (1862) :

*En avant, collègues, à l'œuvre ! Que l'année 1862 ne se passe pas sans que chaque province ait une association... Oubliez les divergences confessionnelles, que tout homme cultivé a dépassées depuis longtemps ; regardez plutôt l'être humain, le collègue de travail. Bonne chance !*<sup>54</sup>

Cet appel ne reste pas sans réponse : de nombreuses pétitions d'enseignants, axées sur la double demande d'une revalorisation des salaires et d'une inspection « *par des praticiens* » (et non par les ministres des deux cultes officiels), sont envoyées cette année-là au Parlement, qui les transmet avec approbation au ministre des Cultes, Heinrich von Mühler, sans bien entendu le -faire fléchir<sup>55</sup>. En 1863, une motion est présentée par l'historien Heinrich von Sybel (de l'aile droite du Parti libéral) en faveur de « *la suppression du caractère confessionnel des établissements secondaires. [Cependant] l'instruction religieuse et théologique selon les confessions est maintenue.* »<sup>56</sup> Cette demande, pourtant limitée, « *fut considérée comme une provocation tant par le ministre que par les députés du parti catholique du centre* »<sup>57</sup>. La réforme, votée majoritairement au Landtag, ne connut pas d'application.

La lutte atteint son paroxysme à la fin des années 1860 (on remarquera la similitude chronologique avec les situations anglaise et, comme on le verra, italienne et française). Ainsi, lors de la discussion, inhabituellement longue et vive, sur le budget scolaire du Ministère des cultes en Prusse pour 1869, la mise en cause de la partition confessionnelle s'étend-elle à l'école primaire. Un député de l'aile gauche du libéralisme, Drucker, va jusqu'à déclarer :

*Mon point de vue consiste à réclamer des écoles réellement sans confession, non pas... à propos des seuls lycées, mais particulièrement à propos des écoles primaires. C'est pourquoi je me sens obligé d'avouer à M. le ministre que je souhaite ôter à l'école primaire son caractère chrétien*<sup>58</sup>.

---

et *Bericht über Petitionen gegen die Regulative*, in A. DIESTERWEG, *Schriften und Reden* [écrits et discours], 2 vol., choisis et présentés par Heirich DEITERS, Ed. Volk und Wissen, Berlin [Est], 1959, tome II, p. 535-544 et 545-570).

<sup>53</sup> « *Dans l'enseignement comme dans l'état-civil... doit être menée à bien la pleine et entière séparation de l'Eglise et de l'Etat* » (programme du *Fortschrittspartei*, 9 juin 1861, in W. MOMMSEN, *op. cit.*, p. 53). Le Parti National-Libéral, qui se sépare 1867 du Parti du Progrès pour soutenir Bismarck, reprend également l'expression « *Séparation [Trennung] de l'Eglise et de l'Etat, et de l'Ecole et de l'Eglise* » (*ibid.*, point 5 du programme de fondation du 12 juin 1867), l'école primaire devant être gratuite et obligatoire (point 6).

<sup>54</sup> A. DIESTERWEG, appel publié dans les *Rheinische Blätter* (voir chapitre 6), cité par Gertrude ZUBER, *L'Eglise protestante et la question scolaire en Prusse au XIXe siècle*, -thèse de troisième cycle (Université Paris III), 1987.

<sup>55</sup> Les milieux catholiques, à l'initiative de l'industriel et député catholique Horkort, lancèrent un contre-appel, sur des bases corporatives voisines (salaire, amélioration de la formation) mais soutenant la partition confessionnelle de l'école (G. ZUBER, *op. cit.*, p. 299).

<sup>56</sup> G. ZUBER, *ibid.*, p. 282.

<sup>57</sup> Le député Reichenspergen, du Centre (catholique), affirma « *craindre davantage l'indifférentisme et l'athéisme du XIXe siècle que le fanatisme* » et s'indigna de ce que « *l'Etat -prenne possession des enfants pour les former selon son entendement* » (*ibid.*, 283). Derrière -cette rhétorique, il faut percevoir la crainte réelle de voir les futures élites dirigeantes se détacher du christianisme (voir le chapitre précédent).

<sup>58</sup> Drucker, député libéral, le 17 décembre 1868 (G. ZUBER, *op. cit.*, p. 312). Le ministre Mühler plaidait de son côté pour la nécessaire préservation d'un patrimoine culturel : « *Si l'école n'a plus le droit de s'appeler chrétienne, si elle doit refuser tout ce trésor de chants contenant l'ensemble du credo chrétien, alors, Messieurs, vous privez l'école et sa jeunesse d'un des plus précieux trésors de la nation allemande* » (12 décembre 1868 ; *ibid.*). Il présentera peu après un projet de loi (4 novembre 1869) réaffirmant avec fermeté la partition confessionnelle des écoles et des personnels (« *Tous les instituteurs de l'école confessionnelle appartiendront à la même confession* », *ibid.*, p. 329). Le projet sera repoussé.

C'est la première fois depuis 1848 qu'est revendiqué dans une assemblée parlementaire allemande l'établissement d'une école non plus interconfessionnelle (« *simultanée* ») mais a-religieuse. Sans doute ce point de vue est-il alors minoritaire parmi les libéraux eux-mêmes. Mais c'est là se faire l'écho d'un courant d'opinion nettement anticlérical (c'est-à-dire, en contexte allemand, hostile au rôle scolaire du clergé protestant comme du clergé catholique), courant qui se fait de plus en plus nettement entendre à l'échelle de toute l'Allemagne, comme en témoigne ce compte rendu, à l'attention de lecteurs français, de l'*Assemblée Générale des Instituteurs allemands* (Berlin, 17-20 mai 1869), qu'il vaut la peine ici de citer un peu longuement :

*La réunion à Berlin de 3000 instituteurs venus de tous les points de l'Allemagne a fait éclater les divergences. Les débats ont failli devenir orageux par l'intervention d'un défenseur des idées exclusives qui animent la plupart des membres du clergé prussien [NB : il s'agit ici du clergé protestant]. Sans être irréligieuse, la majorité de l'Assemblée des instituteurs allemands voudrait émanciper l'école, c'est-à-dire la soustraire à la direction, à la surveillance, à l'inspection toute-puissante et immédiate de l'Eglise, des théologiens. L'initiative de ce mouvement est partie de la Saxe et des villes libres [NB : Brême, Hambourg, Lübeck] et, depuis 1849, l'Assemblée [des instituteurs] combat la législation et les règlements prussiens : elle demande que l'école soit confiée à l'inspection d'hommes d'école, et en cela elle est diamétralement opposée aux idées prussiennes...*

*Le premier sujet de délibération mis à l'ordre du jour était : La Prusse et la pédagogie allemande. M. Seyffarth, directeur à Lückenwalde en Prusse, rapporteur, s'est élevé contre les écoles confessionnelles.*

*M. Schaefer, de la communauté libre de Berlin, a raconté qu'ancien instituteur élémentaire pendant six ans, il n'a pu supporter plus longtemps le joug de la réglementation prussienne. « Ce qui a pesé, a-t-il dit, ce qui pèse encore aujourd'hui sur l'instituteur, c'est l'Eglise avec son cléricalisme (rumeurs, sifflets, applaudissements). En fait de pédagogie, je suis à l'extrême gauche. Après moi vous allez entendre un orateur de l'extrême droite ; laissez les opinions se croiser. » Et plus loin : « L'éducation actuelle conduit à l'égoïsme servile qui consiste à transporter le but de notre vie dans l'autre monde (interruptions bruyantes, applaudissements)... Tous les jours vous persuadez aux enfants l'existence de l'enfer et du ciel. Vous reniez ainsi les principes de notre pédagogie. » (Bruit, protestations, applaudissements. La sonnette du président retentit.)*

*M. Hildebrandt, instituteur missionnaire à Berlin, répond au préopinant et l'accuse d'avoir insulté notre Eglise-mère, allemande et évangélique. (Non ! non ! le président agite sa sonnette.) L'Eglise allemande étant l'aînée de la pédagogie, celle-ci ne peut exister hors de son influence... L'Ecole et l'Eglise ne sont point unies par des liens matériels ; elles sont identifiées dans leur essence organique. Je n'arrive pas à comprendre comment on veut les séparer. Dieu merci ! L'Allemagne compte encore un grand nombre d'instituteurs qui ont le sens religieux... (Les interruptions bruyantes et une observation du président déterminent l'orateur à quitter la tribune.)<sup>59</sup>*

---

<sup>59</sup> *Bulletin de la Société Franklin*, n° 34, 15 octobre 1871. On remarquera que l'instituteur qui dénonce ici le cléricalisme étant Prussien, ce terme s'applique à l'Eglise protestante.

Le second thème de cette Assemblée générale (qui se tenait dix ans après la publication de l'*Origine des Espèces* de Darwin) avait lui aussi une forte connotation laïque : « *La science et son enseignement doivent être libres dans l'école populaire entre les mains de l'instituteur.* »

Le tour pris par cette houleuse assemblée berlinoise de 1869 suggère bien qu'à l'opposition croissante du Parlement prussien à ce que les journaux libéraux appellent « *le système Mühler* »<sup>60</sup> répond une remontée en puissance, notamment chez les instituteurs des *Volksschulen*, de la thématique de « l'émancipation de l'école » qui avait fleuri en 1848. Mais la lutte parlementaire ne dépassa pas le stade des déclarations de principe. S'engager plus avant dans l'action politique pour une école séparée des Eglises signifiait en effet défier les puissantes forces conservatrices qui faisaient de « *l'esprit chrétien* » à l'école un pilier de la stabilité socio-politique<sup>61</sup> ; c'était se placer sur le terrain d'un affrontement avec la monarchie comme telle, dans la mesure où le roi, évêque suprême de l'Eglise de Prusse, et qui affirmait tenir sa légitimité de Dieu autant que du consentement de ses sujets, n'entendait pas se laisser dépouiller d'une prérogative consubstantielle à son pouvoir. Or les libéraux allemands, « modérés » (le Parti National-Libéral constitué en 1867), ou « avancés » (le Parti du Progrès maintenu), n'étaient nullement prêts à en découdre frontalement avec la vieille aristocratie, ni à remettre en cause leur soutien principal à la monarchie. Après Sadowa (3 juillet 1866) et la victoire de 1870-71 sur la France, la politique d'unité allemande de Bismarck réalise autour d'elle un consensus très large, tout au moins dans les élites sociales, et rallie à peu près tous les intellectuels<sup>62</sup>. La voie vers la constitution d'une opposition républicaine conséquente était ainsi obstruée pour la bourgeoisie allemande, au moment même où cette perspective prenait corps en France dans la lutte contre Napoléon III, puis contre les tentatives de restauration après 1871. Devenu chancelier de la Fédération de l'Allemagne du Nord (1866), puis du second Reich (1871), Bismarck disposa ainsi d'une marge de manœuvre politique considérable. Il est même probable, comme le suggère Gertrude Zuber, que les députés libéraux n'aient fait preuve de tant d'audace pour fustiger la politique scolaire confessionnelle du ministre Mühler que parce qu'ils se sentaient discrètement encouragés par Bismarck lui-même, en conflit presque ouvert avec son *Kultusminister*, qu'il cherchait à discréditer auprès de Guillaume Ier. La démission de Mühler (janvier 1872) devait en effet ouvrir la voie à la nouvelle politique d'alliance de l'Etat prussien et des libéraux, connue sous le nom de *Kulturkampf*.

Hors de Prusse, l'événement essentiel avant cette date fut la réforme scolaire du Grand-Duché de Bade engagée en 1864, au retentissement européen. Pour la première fois en effet à l'échelle d'un Etat important de l'Allemagne, les écoles catholiques et protestantes distinctes étaient « fondues », selon l'expression de l'époque, pour former des écoles *simultanées*, où les élèves n'étaient séparés que pour les heures d'enseignement religieux. Cette réforme apparut à beaucoup dans le reste de l'Allemagne, mais aussi en Angleterre et en France, comme une voie d'avenir, d'autant qu'elle démontrait qu'en dépit des oppositions cléricales une politique de suppression des barrières confessionnelles pouvait bénéficier d'un incontestable soutien populaire<sup>63</sup>.

---

<sup>60</sup> Par référence au « *système Metternich* » cléricalo-policier d'avant 1848. La presse libérale brocarde Mühler en ces termes : « *M. Le Ministre est plus catholique que ne l'est le pape... Par l'apprentissage de versets bibliques, on martyrise l'esprit de la jeunesse* » (journal *Post*, cité sans date par G. ZUBER, p. 302).

<sup>61</sup> « *Il faut que l'esprit chrétien pénètre l'homme tout entier, afin que le citoyen apporte dans la vie politique les vertus qui y sont indispensables... L'école doit inspirer à l'enfant l'obéissance, le respect, l'humilité, le goût du travail, la tendresse de cœur dans l'intérêt de la famille – la charité, la tolérance, la justice dans l'intérêt de la vie sociale –, le dévouement, la discipline, l'esprit de sacrifice dans l'intérêt de l'Etat. Le chrétien aura la bravoure sans la jactance, la fermeté sans l'orgueil, l'obéissance sans la servilité, l'amour de la liberté sans l'esprit de rébellion.* » (Brochure d'inspiration officielle *Über die Volksschule in Preussen*, Ludwig Fischer, 1866, citée par E. de Laveleye, *op. cit.*, p. 111.)

<sup>62</sup> A l'exception de rares intellectuels socialistes, dont Feuerbach – qui adhère en 1869 au parti d'Eisenach (voir plus loin) : les marxistes allemands lui feront des funérailles imposantes en 1873 – et de quelques personnalités isolées comme Nietzsche (voir chapitre 12).

<sup>63</sup> Le Grand-Duché comptait alors 131 000 « élèves catholiques » (la déclaration de religion étant obligatoire), 72 000 protestants et quelques milliers d'élèves juifs (LAVELEYE, *op. cit.*, p. 131). La loi fut appliquée peu à peu, surmontant l'opposition ouverte de l'Eglise catholique, des curés ayant même menacé d'excommunication les partisans de la simultanéité (*ibid*). C. Hippeau indique que sur 1720 communes, 60 seulement refusèrent la réforme (*op. cit.*, p. 33). A Mannheim, la population (masculine) fut appelée à se prononcer en janvier 1869. Le *oui* l'emporta par 2100 voix contre 200. Les trois quart

## 2.2. Le «*Kulturkampf*» : objectifs politiques d'une laïcisation très contrôlée

Le *Kulturkampf* (expression d'un député libéral qu'on peut traduire, mieux que par « *combat pour la culture* », par « *lutte civilisatrice* », selon une autre traduction du temps), cette politique de laïcisation autoritaire engagée par Bismarck peu après la proclamation de l'Empire (18 janvier 1871), vise d'abord le catholicisme allemand, récemment constitué en parti confessionnel (le *Parti du Centre*<sup>64</sup>). Le catholicisme allemand est accusé de vouloir porter atteinte à la toute nouvelle unité allemande en se considérant comme dépendant d'un chef étranger, proclamé en outre infaillible. Mais au-delà de cet -anticatholicisme, la logique qui anime Bismarck est celle d'une subordination plus étroite des clergés (y compris donc du clergé protestant) à l'Etat et d'une laïcisation partielle et contrôlée de la vie publique<sup>65</sup>. Il n'est pas question ici de séparer les Eglises de l'Etat, en particulier de réformer le système de l'impôt d'Eglise (*Kirchensteuer*) par lequel chaque contribuable verse une fraction de son impôt à l'Eglise à laquelle il appartient, pour assurer à cette dernière ses moyens d'existence et lui permettre d'assumer ses tâches caritatives. Néanmoins, la politique bismarckienne inquiète la haute hiérarchie protestante, et les milieux conservateurs qui lui sont liés ; inversement, Bismarck peut passer aux yeux de la bourgeoisie libérale pour le promoteur d'une réelle modernisation de l'Etat, tout en renforçant, grâce au prestige des victoires militaires de 1866 et 1870-71, l'Etat désormais impérial en tant qu'« *Etat d'obéissance* » (*Obrigkeitsstaat*).

Pour s'en tenir aux seuls aspects scolaires du *Kulturkampf*, dont on ne fera pas ici l'historique, on se contentera de mentionner les deux principales innovations introduites par Bismarck avec l'aide du ministre des Cultes et de l'Instruction désigné en janvier 1872 pour appliquer sa nouvelle politique, le député national-libéral Aldabert Falk : le contrôle d'Etat sur l'instruction religieuse scolaire et l'inspection d'Etat des écoles primaires (*Volksschulen*). C'est autour de la première de ces deux questions que se noue le conflit<sup>66</sup> ; en 1876, au plus fort de l'affrontement, une circulaire de Falk, qualifiée de « *despotique* » par ses adversaires, place l'instruction religieuse catholique sous la surveillance (*Aufsicht*) de l'Etat<sup>67</sup>. Par ailleurs, la « *loi d'urgence* » de février 1872 sur l'inspection des écoles primaires donne à l'Etat le droit de substituer ses propres agents aux ecclésiastiques jusqu'alors chargés de l'inspection au niveau de la paroisse ou du cercle territorial. La loi, contrecarrée par une

---

des 760 électeurs catholiques votèrent pour l'école simultanée (résultats indiqués par Jean MACÉ, *Les idées de Jean-François, la demi-instruction*, Paris, E. Vauchiez, 1872, cote BN Lb57, p. 55 et suiv.).

<sup>64</sup> Les statistiques officielles de Prusse recensent en 1864 11,3 millions de protestants et 6,9 millions de catholiques (plus environ 200 000 membres d'Eglises dissidentes et 250 000 juifs) sur environ 19 millions d'habitants (HUIPPEAU, *op. cit.*). Le Reich de 1871 compte 25,5 millions de personnes enregistrées comme « protestants », 14,8 millions comme « catholiques », 500 000 juifs (E. C. HELMREICH, *op. cit.*, p. 56).

<sup>65</sup> De cet aspect du *Kulturkampf* relèvent notamment la suppression légale de l'obligation d'appartenance à une Eglise ou communauté religieuse (1873) et l'introduction du mariage civil (1874).

<sup>66</sup> La *missio canonica*, dérivée du droit canon catholique, était conférée aux professeurs de religion (clercs ou laïcs) du secondaire par les évêques catholiques et pouvait leur être retirée de même. Après le concile du Vatican, un certain nombre d'enseignants de religion suivirent le schisme « vieux catholique » et refusèrent d'enseigner le nouveau dogme. L'Eglise les suspendit ; l'Etat voulut les maintenir. Inversement, les autorités prussiennes entreprirent de relever de leurs fonctions des professeurs de religion trop zélés dans leur défense du pape contre l'Empereur. De 1873 à 1878 l'Etat interdit à près de 3000 prêtres catholiques l'accès à l'école (2848 selon Frank Mickaël KUHLEMANN, *in Handbuch der deutschen Bildungsgeschichte*, tome IV, 1870-1918, 1991, p. 185). La fin du *Kulturkampf* (au début des années 1880) conduisit à un accord qui respectait globalement la *missio canonica* ; c'est encore la pratique actuelle (2003).

<sup>67</sup> « *L'instruction religieuse est dispensée dans les écoles primaires par les organes autorisés par l'Etat sous sa surveillance* » (« Dispositions concernant l'instruction religieuse catholique dans les écoles primaires », 18 février 1876, circulaire reproduite par B. MICHAEL et H. H. SCHEPP, *Politik und Schule...*, p. 401). L'Eglise catholique n'était assurément pas évincée de cet enseignement par cette circulaire ; mais elle devenait très solidement encadrée. L'Autriche avait peu avant retiré au clergé l'inspection primaire en 1868.

coalition des députés catholiques et d'une partie des Conservateurs (protestants)<sup>68</sup>, est néanmoins adoptée grâce au soutien libéral. A ces deux pommes de discorde on peut ajouter celle représentée par les congrégations enseignantes catholiques : trois d'entre elles (jésuites, lazaristes, rédemptionnistes) sont dissoutes entre 1872 et 1875.

La virulence verbale de l'affrontement avec les catholiques, l'inquiétude de la hiérarchie protestante, l'enthousiasme de certains secteurs éclairés proches du pouvoir en faveur de ces mesures de laïcisation ne doivent donc pas masquer leur caractère fort limité dans la pratique. Le cœur du système confessionnel prussien, c'est-à-dire la division des écoles « pour le peuple » selon l'appartenance religieuse des parents, n'était pas réellement atteint<sup>69</sup>. L'enseignement religieux, certes en recul, restait un élément fort du programme aux termes des *Dispositions générales pour les écoles primaires et moyennes en Prusse* du 15 octobre 1872, qui remplaçaient les Règlements (*Regulative*) si impopulaires de 1854 : l'enseignement religieux était réduit de six à quatre ou cinq heures hebdomadaires dans les *Volksschulen* (tandis que l'horaire de sciences passait de trois à six heures) ; il tombait même à deux ou trois heures pour les Ecoles médianes (*Mittelschulen*), à peu près alignées sur le « régime léger » voulu par Humboldt pour les *Gymnasien* de l'élite sociale. Le volume des versets bibliques à mémoriser fut diminué, sans que cette pratique fût abandonnée<sup>70</sup>. Et surtout, il faut le souligner, l'objectif visé était non de séparer l'enseignement profane (à l'école) de l'enseignement religieux (au temple ou à l'église) mais plutôt d'affirmer le droit de l'instituteur public, sous contrôle d'Etat, à dispenser « librement » l'instruction religieuse de sa confession sans que l'autorité religieuse puisse exercer à ce propos sa tutelle (c'est le sens de la circulaire du 18 février 1876, évidemment scandaleuse aux yeux de l'Eglise catholique, mais d'un esprit fort éloigné d'une politique de réelle séparation du profane et du religieux à l'école).

Malgré ces limites, le *Kulturkampf* parut à beaucoup aller dans le sens du progrès et de l'« émancipation de l'école » (expression qui parallèlement perdait peu à peu son contenu démocratique initial). Avec leur *Association générale* reconstituée en 1871 sur le plan national, de nombreux instituteurs (tout au moins parmi les non-catholiques) s'y montrèrent favorables ; Bismarck

---

<sup>68</sup> « L'inspection de tous les établissements d'instruction et d'éducation publics et privés appartient à l'Etat. En conséquence, toutes les autorités et tous les fonctionnaires chargés de cette inspection agiront au nom de l'Etat » (traduction de E. de LAVELEYE, *op. cit.*, p. 110). La loi fut acquise par 207 voix contre 155 au Landtag (de nombreux conservateurs protestants ayant rejoint le Centre et les députés polonais catholiques). Elle rencontra encore plus d'hostilité à la Chambre des Seigneurs de Prusse, qui s'inclina difficilement devant Bismarck (Ronald J. ROSS, *The failure of Bismarck's Kulturkampf...*, p. 208).

Dans les faits, l'abandon du *Kulturkampf* après 1878 laissa inachevée la laïcisation de l'inspection primaire. Celle-ci resta organisée jusqu'à la fin de l'Empire sur des bases hétérogènes (autorités religieuses, municipales, étatiques...) décrites par F.M. KUHLEMANN (*op. cit.*, p. 185) : l'inspection cléricale ne fut définitivement abolie que par la Révolution de novembre 1918 (décret du *Ministre de la science, des Beaux-Arts et de l'instruction du peuple* Adolph Hoffmann du 27 novembre 1918 ; voir la conclusion de cette étude).

<sup>69</sup> Bismarck a-t-il songé à créer un enseignement primaire unifié, donc déconfessionnalisé ? Ses adversaires cléricaux l'en accusaient. Les libéraux l'espéraient. La thèse a été re-preise par certains historiens (voir Otto PLANZE, *Bismarck and the development of Germany*, Princeton U. P., 1990, p. 201 et suiv.).

<sup>70</sup> B. MICHAEL et H. H. SCHEPP, *Politik und Schule...*, p. 398 et 400. Voir aussi C. HIPPEAU, *L'Instruction publique en Allemagne*, Didier, 1873, p. 135. Le nombre de cantiques à mémoriser était également nettement diminué (une vingtaine). On peut toutefois s'interroger sur la réalité de la vérification par les instituteurs des connaissances acquises dans ces classes si nombreuses ; effectif moyen des écoles à classe unique en Prusse au début des années 1870 : 79 élèves ; si le seuil de dédoublement fut fixé à 80 par la circulaire du 15 octobre 1872 (*Politik und Schule...*, p. 395), des effectifs de 100 à 120 élèves pour un maître étaient encore fréquents dans les années 1870 (Folker MEYER, *Die Schule der Untertanen*, Hambourg, ed. Campe, 1976).

D'une façon générale, les historiens allemands de l'éducation, après avoir mis l'accent dans les années 1970 sur les outils de la politique de conditionnement idéologique dans l'école impériale (Folker MEYER, *op. cit.*) ont cherché à mesurer l'efficacité de ce conditionnement qu'ils estiment souvent aujourd'hui assez faible (cf. Frank Mickaël KUHLEMANN, *op. cit.*). La question sera examinée plus loin (Vème partie).

les appela d'ailleurs un jour ses « *loyaux compagnons d'armes* »<sup>71</sup>. L'intelligentsia libérale et anticléricale vit volontiers quant à elle dans le *Kulturkampf*, tout -comme dans les politiques similaires d'autres Etats de l'Allemagne<sup>72</sup>, le prélude d'une lutte générale pour soustraire l'Ecole et la société dans son ensemble aux influences cléricales<sup>73</sup>. Mais cette laïcisation autoritaire tourna court quand il apparut que les réels vainqueurs de cet affrontement entre Eglise(s) et Etat pourraient bien être les socialistes révolutionnaires : au *Kulturkampf* qui n'avait pu venir à bout de la résistance catholique<sup>74</sup>, Bismarck fit succéder la législation d'exception contre la social-démocratie (1878). Falk fut remplacé au Ministère par Puttkamer qui devait déclarer sans ambages en 1880 : « *Je dois dire clairement que ceux qui défendent à cette tribune et dans la presse la cause de l'école simultanée combattent pour une cause perdue.* »<sup>75</sup> Désormais, les gouvernements des *Kaiser* Guillaume 1er puis (à partir de 1888) Guillaume II devaient rester fidèles à une politique d'alliance conjointe avec les deux grandes Eglises, et la Prusse devait demeurer jusqu'en 1918 le bastion, en Allemagne, du cloisonnement confessionnel de l'enseignement. Par ailleurs, le *Kulturkampf* favorisa considérablement la montée en puissance du nationalisme comme idéologie d'Etat, idéologie profane, justifiée par les valeurs civilisatrices et progressistes que le régime mettait en avant dans sa lutte contre « l'obscurantisme » romain. Enfin – et c'est peut-être sa plus importante conséquence politique – il rallia définitivement au régime impérial les libéraux de gauche, interdisant ainsi que se constituât une opposition républicaine « bourgeoise » susceptible de développer une politique anticléricale et laïcisatrice similaire à celle des républicains et radicaux français contemporains. La « séparation de l'Eglise et de l'Ecole » continua jusqu'en 1918 à figurer au programme de ces libéraux ardemment monarchistes ; mais dans ce cadre politique elle ne pouvait être qu'une formule sans conséquence.

### **2.3. La social-démocratie allemande sous Guillaume 1er et la critique de l'endoctrinement religieux à l'école (W. Liebknecht, A. Bebel, E. Sack)**

« *Pour le moment, les églises des villes ouvrières sont vides et les prêtres du socialisme ont meilleure audience* », notait en 1869 non sans une vive inquiétude un journal protestant proche du pouvoir<sup>76</sup>. Les progrès du mouvement ouvrier indépendant sont en effet spectaculaires en Allemagne depuis qu'en 1863 a été fondé par Ferdinand Lassalle le premier parti ouvrier, l'*Association Générale des Travailleurs Allemands*, suivi du *Parti Social-Démocrate des Travailleurs* de tendance marxiste (1869, Congrès d'Eisenach), ces deux branches s'unifiant au congrès de Gotha (1875) pour former le *Parti Social-Démocrate d'Allemagne* (SPD). Malgré les accusations de haute trahison pour leur attitude

<sup>71</sup> Georges GOYAU, *Bismarck et l'Eglise, le Kulturkampf* [sic] 1870-1878, Paris, Perrin, 1911, p. 98.

<sup>72</sup> Outre le royaume de Bade, il faut mentionner au moins le Grand-Duché de Saxe-Weimar où, écrit C. Hippeau en 1873, « *l'influence rationaliste de Goethe, Schiller, Heine, Fichte, Hegel, Schelling a fortement amoindri la puissance du clergé ; elle ne l'a pas néanmoins détruite* » (*op. cit.*, p. 83), la Hesse (où les religieuses furent interdites d'enseignement en 1874) et le royaume de Saxe où le ministre de l'Instruction publique, Gerber, présenta en novembre 1872 « *un projet de loi pour la réorganisation des écoles, au point de vue de l'enseignement religieux, qui est l'objet des préoccupations de tous les Etats européens. M. Gerber propose que l'enseignement soit interconfessionnel, la chambre des pairs confessionnel, la chambre des députés non-confessionnel* » (*ibid.*, p. 127). L'enseignement demeura finalement confessionnel.

<sup>73</sup> « *La signification suprême de cette lutte, écrivait en 1874 le philosophe Eduard HARTMANN, sa portée profonde, peuvent se définir ainsi : pour la conscience de l'humanité, actuelle, la prééminence appartient-elle au monde invisible ou au monde visible, au ciel ou à la terre, à l'éternité ou au siècle ? Est-ce l'intérêt religieux ou l'intérêt laïque [weltlich], l'intérêt chrétien ou l'intérêt de la culture, qui entraîne le fléau de la balance* » (*L'autodestruction du christianisme...*, p. 115).

<sup>74</sup> Les élections de 1878 virent le recul des libéraux (de 176 à 135 députés), le progrès du Centre catholique (de 91 à 101 députés) et à l'extrême gauche la confirmation de la percée socialiste (9 députés et 7,6 % des voix ; 9,1 % en 1877).

<sup>75</sup> Cité par E. C. HELMREICH, *op. cit.*, p. 61. Le Troisième Congrès des instituteurs allemands (*Deutscher Lehrertag*, 17-19 mai 1880, Hambourg) avait adopté une résolution en faveur des *Simultanschulen*, dont l'inspiration patriotique était d'ailleurs très loyaliste envers le gouvernement et nullement anticléricale (compte rendu en français dans la *Revue Pédagogique*, 1880, p. 640-641, rubrique « *Courrier de l'extérieur* »).

<sup>76</sup> *Neue Evangelische Kirche Zeitung*, citée par G. ZUBER, p. 318.

durant la guerre contre la France, les socialistes remportent deux sièges au Reichstag dès 1871 (Wilhelm Liebknecht et August Bebel, tous deux proches de Marx et d'Engels), 9 en 1874, 12 en 1877. Cette audience croissante d'un parti si résolument hostile au militarisme bismarckien et à l'Empire traduit ce que J. Droz appelle « *le détachement durable du sentiment national* » répandu dans la classe ouvrière : « *Au sentiment de la solidarité nationale se substitue celui de la solidarité de classe.* »<sup>77</sup>

Cette radicalisation des perspectives politiques affecte naturellement l'approche socialiste des questions éducatives. La politique scolaire menée par la jeune social-démocratie allemande<sup>78</sup> peut ainsi sans hésitation être qualifiée de « *purement laïque* » (au sens de ce terme en Angleterre et, on le verra, en France à la même période). Aux *Simultanschulen* des libéraux, dont ils rejettent la tutelle sur le mouvement démocratique et populaire, ils opposent unanimement des écoles a-religieuses – saluant au printemps 1871 celles établies à Paris par la Commune<sup>79</sup>. Au-delà de cette position de principe, deux traits essentiels caractérisent cette position. D'une part, leur dénonciation de l'endoctrinement religieux à l'école s'intègre à une critique sociale et politique d'ensemble d'un système éducatif « de classe », c'est-à-dire fondé sur un inégal accès au savoir entre les enfants du peuple et ceux des classes privilégiées, opérant un conditionnement idéologique précoce des enfants du peuple à la docilité sociale et politique. D'autre part, les sociaux-démocrates (les marxistes plus encore que les lassalliens) refusent de véhiculer des « illusions » quant à la possibilité d'un changement radical de politique scolaire sous le régime impérial. Ce n'est pas des gouvernements en place que viendra « *l'émancipation de l'école* » – c'est à leurs yeux une leçon essentielle à tirer de 1848 – mais bien d'une République démocratique où la classe ouvrière jouerait le rôle moteur.

Ces deux thèmes sont exposés avec force par Wilhelm Liebknecht (1826-1900) dans une brochure issue d'une conférence prononcée en février 1872 (soit un mois avant le procès qui devait lui valoir, ainsi qu'à Bebel, deux ans de forteresse pour son attitude pendant la guerre de 1870), devant l'*Association ouvrière pour la culture* de Dresde, intitulée *Wissen ist Macht, Macht ist Wissen* (« *Savoir c'est pouvoir, pouvoir c'est savoir* »<sup>80</sup>). Ce texte-manifeste, qui devait être « *de tous ses écrits, le plus largement diffusé* »<sup>81</sup>, expose fondamentalement l'idée que les classes dominantes dans l'Allemagne contemporaine ont failli à l'idéal, jadis proclamé par elles-mêmes, de développement pour tous de la culture (*Bildung*). Après la récente guerre franco-allemande, ce déchaînement de barbarie sous le

---

<sup>77</sup> Jacques DROZ, introduction au volume *L'Allemagne* du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international*, Paris, Ed. Ouvrières, 1990, p. 22.

<sup>78</sup> Il n'existe aucune étude en français sur le sujet, qui a cependant fait l'objet d'un certain nombre de travaux en Allemagne, surtout dans la RDA d'avant 1989 : ces travaux seront mentionnés plus loin et en bibliographie. Les textes les plus importants ont été réédités dans les années 1960 et 1970 en RDA ; à l'exception du classique *La femme et le socialisme* de Bebel, aucun (sauf erreur) n'a été traduit en français.

<sup>79</sup> L'organe des « Eisenachiens » (c'est-à-dire des marxistes), le *Volkstaat*, publie dans son édition du 20 mai 1871 un article de W. Liebknecht sur les mesures laïcisatrices de la Commune : « *Dans les vieux locaux scolaires on fait vaillamment table rase du passé, comme le montre cette proclamation de la Commune : « L'enseignement religieux est désormais supprimé dans les écoles parisiennes. Maîtres et maîtresses y feront disparaître tout crucifix, madonne et autres symboles dont l'exposition offense la liberté de conscience. Tous les objets religieux en métal précieux doivent être portés à la Monnaie »* (in Wilhelm LIEBKNECHT, *Bildungs-politisch-pädagogische Äußerungen*, Berlin (Est), Volk and Wissen Volkseigener Verlag, 1968, p. 110).

W. Liebknecht traduit ici en le résumant l'arrêté du 11 mai 1871 signé du délégué de la Commune à l'enseignement Edouard Vaillant (voir Maurice DOMMANGET, *L'Instruction publique sous la Commune*, Ed. I. T. E., 1928, p. 6).

<sup>80</sup> Le titre fait sans doute référence à un épisode de la lutte pour la liberté de la presse ouvrière bien connu de Liebknecht, qui avait passé douze ans en exil à Londres (de 1850 à 1862) : le combat mené dans les années 1830 contre le droit de timbre sous le mot d'ordre « *Knowledge is power* » (slogan du *Poor Man's Guardian* d'H. Hetherington, cf. chapitre 6). Mais l'expression en anglais remonte au moins au chancelier Bacon.

L'édition utilisée ici est celle de 1904 (Berlin, Vorwärts Verlag) conservée à la BDIC de Nanterre (cote O pièce 47 079).

<sup>81</sup> Avant-propos à l'édition posthume de 1904, qui ajoute : « *Des milliers et des milliers de lecteurs ont appris à connaître le socialisme à travers ces pages* » (*op. cit.*, p. 2).



prétexte dans les deux camps d'une « *défense de la civilisation* », c'est désormais la social-démocratie qui peut légitimement se dire « *dans le sens le plus élevé du terme, le parti de la culture* »<sup>82</sup>. Pour autant Liebknecht n'idéalise pas le passé : le savoir a toujours été considéré jusqu'à nos jours comme un « *monopole de caste* »,

*... une chaîne avec laquelle le prêtre, avec l'appui du militaire – car guerriers et prêtres ont toujours fraternisé main dans la main pour l'asservissement du monde – se sont soumis l'Etat et la société. Considérons les prêtres de la Grèce, de Rome, du Moyen Age chrétien, des temps modernes et de l'époque contemporaine : partout les mêmes efforts pour conserver pour eux-mêmes le savoir, comme source du pouvoir et de la domination, et pour en écarter la masse du peuple.*

*Le savoir est pour ceux qui dominent, l'ignorance pour ceux qu'on domine. Dans les Etats esclavagistes d'Amérique du Nord une loi était en vigueur, qui prévoyait la mort pour quiconque apprenait à lire et à écrire à un homme de couleur. Les esclavagistes savaient bien que lorsqu'un esclave devient conscient de son esclavage, lorsque ses yeux s'ouvrent, c'en est fini de l'« éternelle » et « sainte » institution de l'esclavage. Chez nous, dans l'Europe « cultivée », on ne punit pas de mort la diffusion de la culture dans le peuple, mais on ne veille pas avec moins d'efficacité à ce qu'elle ne s'y répande pas »<sup>83</sup>.*

Cette dénonciation des « *prêtres* », et plus loin du cléricanisme (*Der Klerikalismus*, mot français d'importation récente), ne conduit cependant pas Liebknecht à faire de la lutte contre les Eglises un objectif politique en soi. Au contraire : son argumentation vise à dégager ce qu'il considère comme les trois grandes « *institutions de formation* » de l'Allemagne impériale, les trois Personnes de la « *grande Trinité vouée à l'abêtissement du peuple* »<sup>84</sup> : l'école, réduite aujourd'hui au rôle d'« *instrument de dressage* » de sujets (*Untertanen*) obéissants, la caserne, « *dans la continuité de la formation commencée à l'école* » et la presse à bon marché, dont Liebknecht est l'un des premiers dans le mouvement ouvrier européen à apercevoir la puissance potentielle en tant que « *gigantesque appareil d'abrutissement* » des masses exclues de la culture développée. Cependant, non seulement l'Eglise n'est pas associée à cette « *Trinité* », mais Liebknecht s'étend longuement sur l'erreur qu'il y aurait à l'y intégrer :

*Aujourd'hui nous ne sommes plus sous la domination du clergé. Les temps où les questions politiques étaient subordonnées aux questions religieuses sont révolus. Le clergé n'a plus en soi et pour soi aucun pouvoir. C'est de l'Etat qu'il tient son pouvoir. Tandis qu'au Moyen Age l'Etat était le serviteur de l'Eglise, l'Eglise est à présent devenue la servante de l'Etat. Ce qu'elle possède, c'est à l'Etat qu'elle le doit, ce qu'elle fait, elle le fait au service de l'Etat et pour lui. Le « combat » entre l'Eglise et l'Etat dont nous entendons tant parler depuis quelque temps, est un combat à fleurets mouchetés, pour l'amusement de grands enfants, que l'homme sain d'esprit s'abstiendra de considérer comme une affaire sérieuse. [Il ne fait aucun doute qu'à l'intérieur de l'Eglise certains rêvent de reprendre l'ancienne domination sur la société, mais ce sont des extravagants.] L'Eglise dans son ensemble n'est plus qu'une institution d'Etat et si je ne l'ai pas mentionnée tout à l'heure à côté de l'Ecole et de la Caserne, c'est que l'Eglise se trouve principalement dans l'Ecole et agit à travers elle. L'Eglise n'est sérieusement dangereuse qu'à l'Ecole qu'elle oriente, en tant que servante obéissante de l'Etat, selon les fins de ce dernier. L'influence qu'exerce l'Eglise hors de l'Ecole, par la chaire ou, dans les régions catholiques, par le confessionnal, est d'une importance très secondaire [von sehr untergeordneter Wichtigkeit], quoi qu'en disent à grands cris tous ceux qui veulent détourner*

---

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 50.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 33.

*l'attention de leurs propres méfaits ; elle l'exerce avec la caution et l'appui de l'Etat, si ce n'est en son nom et sur sa demande*<sup>85</sup>.

L'insistance de Liebknecht sur ce point s'explique d'abord par son opposition absolue à quelque soutien que ce soit au *Kulturkampf* (alors au premier plan de l'actualité, Aldabert Falk venant d'être nommé *Kultusminister*). Il n'est pas question pour lui de se retrouver aux côtés des alliés libéraux de Bismarck dans une attaque contre l'Eglise, catholique en particulier. Cette véhémence dénonciation du *Kulturkampf* comme un trompe-l'œil ou une manœuvre de diversion destinée à « *détourner l'attention* » doit aussi s'entendre comme une critique voilée de la position des Lassalliens, davantage portés à mettre les mesures laïcisatrices du *Kulturkampf* au crédit du Chancelier du Reich. C'est enfin pour Liebknecht, au moment où fait rage dans l'Internationale la bataille entre les partisans de Marx et ceux de Bakounine, une défense de son propre camp : légitimer la lutte contre l'influence politique des Eglises pourrait laisser croire à l'intérêt de la lutte antireligieuse – terrain sur lequel a prospéré, dans d'autres pays, la propagande pour l'athéisme du révolutionnaire russe<sup>86</sup>.

Quelle que soit la dimension conjoncturelle des lignes citées plus haut, il n'est pas douteux qu'elles relèvent d'une position de principe dont les conséquences, en matière de politique scolaire, seront loin d'être négligeables. « Il ne faut pas se tromper d'adversaire », dit Liebknecht en substance. Attaquer l'Eglise (catholique comme protestante) revient à s'en prendre au valet quand il convient d'affronter le maître. Ce n'est que dans le domaine scolaire que celle-ci est « *sérieusement dangereuse* » – mais en définitive même ce danger-là est plus apparent que réel, puisqu'elle n'a plus guère qu'une emprise « *d'une importance très secondaire* » sur les hommes devenus adultes. Sans doute l'école de l'avenir sera-t-elle libérée de toute influence religieuse : mais la dénonciation de l'enseignement religieux ou de la différenciation confessionnelle des écoles ne peut, dans la logique de ce texte, faire partie de la panoplie politique de la social-démocratie. C'est une conception quelque peu mécaniste des rapports entre Eglise(s) et Etat (car si les deux grandes Eglises allemandes sont assurément sous la protection de l'Etat, s'ensuit-il que le discours par lequel elles maintiennent encore leur influence sur le peuple soit réductible à un discours politique ? La question devait resurgir bien avant 1914). On voit comment la social-démocratie allemande, qui devait inscrire dans son programme de fondation au congrès de Gotha la formule « *la religion est une affaire privée* », pouvait être conduite à faire de ce principe classique une lecture « non agressive » envers les Eglises, et mettre en particulier une sourdine à sa critique de principe de l'enseignement religieux à l'école, estimant que l'avenir se chargerait par lui-même de résoudre cette question une fois réalisé l'objectif central de conquête du pouvoir politique<sup>87</sup>.

---

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 29-30.

<sup>86</sup> La crise dans l'Internationale était en effet arrivée à son paroxysme après le Congrès bakouniniste de Sonvilier (novembre 1871), auquel Marx et Engels entendaient au même moment répondre en rédigeant leur circulaire *Les prétendues scissions dans l'Internationale* (datée du 5 mars 1872 ; sur la critique de Marx et d'Engels à propos de la propagande pour l'athéisme de Bakounine, voir le chapitre précédent).

<sup>87</sup> Cette position n'était pas exactement celle de Bebel, davantage porté à faire de l'hostilité au christianisme un moyen d'éducation politique, comme en témoignent deux de ses écrits les plus célèbres dans la Social-Démocratie d'avant 1914, « *Christianisme et socialisme* » (1873), qui contient la formule : « *Le Christianisme et le socialisme sont comme l'eau et le feu* », et surtout *La Femme et le socialisme*, cette « bible » du mouvement socialiste allemand (1re édition en 1879), dont le chapitre 24 (« L'avenir de la religion ») accuse la classe dominante, elle-même détachée de toute idée religieuse, de « *s'accrocher à la religion car elle y voit le soutien de toute autorité* » (A. BEBEL, *op. cit.*, Ed. Sociales, 1962, p. 467). Mais dans l'ensemble Bebel partage visiblement le même point de vue « optimiste » sur le faible pouvoir de nuisance de la propagande religieuse contemporaine sur les adultes -comme sur les jeunes. Au chapitre 25 du même ouvrage, « *Le système d'éducation socialiste* », Bebel compte sur l'avènement du socialisme pour supprimer l'enseignement religieux qui rend l'enseignement actuel incohérent : « *Les différentes disciplines entrent en contradiction et s'annulent mutuellement, quand par exemple on enseigne la religion sur la Bible et en même temps les sciences et l'histoire naturelle* » (*ibid.*, p. 472).

Par ailleurs, au-delà de l'évident accord entre Liebknecht et Marx sur la tactique à suivre lors du *Kulturkampf*, l'analyse de *Wissen ist Macht* sur le « faible degré de dangerosité » du conditionnement religieux scolaire représente-t-elle la position

Ce point de vue « attentiste » en matière de lutte contre l'inculcation religieuse à l'école n'est pas unanimement partagé. Eduard Sack notamment (1831-1908), ancien instituteur devenu journaliste, s'illustre dans les années 1870 par plusieurs brochures de combat contre l'école prussienne. La plus remarquable, *Die Preussische Schule im Dienste gegen die Freiheit* [L'école prussienne enrôlée contre la liberté, 1874<sup>88</sup>] présente assurément avec les analyses de W. Liebknecht de nombreux points communs : même revendication de l'héritage culturel des Lumières abandonné par la bourgeoisie contemporaine (« *Rousseau et Pestalozzi, Lessing et Kant, Fichte et Ludwig Feuerbach : tous ces grands héros des Lumières ont travaillé et combattu pour une seule chose, pour une éducation à la liberté* »<sup>89</sup>) ; même dénonciation indignée de l'« école de caste » hostile à la démocratie<sup>90</sup> et de la « muraille de Chine sans cesse reconstruite » derrière laquelle les classes dominantes se réservent l'accès à la haute culture<sup>91</sup> ; même rejet de l'encasernement scolaire qui, des *Volksschulen* aux *Gymnasien*, éduque les uns pour devenir de bons soldats, et les autres de bons officiers ; même opposition tenace à ce qu'il appellera, dans un écrit de 1878, « *la pédagogie du bâton* »<sup>92</sup> ; et fondamentalement, même approche sociologique et matérialiste des réalités scolaires :

*Ni la pédagogie ni les lois scolaires ne feront faire un grand progrès à la cause de l'éducation populaire si elles ne prennent pas en compte la misère sociale réelle et si elles ne cherchent pas à la réduire. La question de l'éducation est dans son fondement une question essentiellement sociale. Qui ne le comprend pas, qu'il ferme ce livre*<sup>93</sup>.

---

de Marx lui-même ? La documentation consultée n'a pas fourni de réponse. On remarquera toutefois que sur certains points importants Marx prend au même moment ses distances par rapport à Liebknecht ; ce dernier était partisan de l'« *Etat du peuple* », formule désavouée par Marx dans sa critique du programme de Gotha (1875), et que sur le fond, si on assimile avec Marx la séparation de l'Eglise et de l'Etat à une conquête démocratique (voir chapitre 8), le renvoi exclusif de ce mot d'ordre à un avenir socialiste manque de cohérence « doctrinale ». Marx et W. Liebknecht étaient tous deux décidés à ruiner l'influence de Bakounine dans le mouvement ouvrier allemand et international, mais il n'est pas certain que ce fût exactement pour les mêmes raisons.

<sup>88</sup> Eduard SACK, *Die preussische Schule im Dienste gegen die Freiheit*, Berlin (Est), Materialien zur Geschichte der Erziehung, 1960 (texte p. 25-72). Au moment où est rédigée cette brochure qui devait devenir pour longtemps un texte de référence des adversaires de la politique scolaire wilhelmienne (1874 ; le texte cité est celui de la seconde édition, 1878), E. Sack (1831-1908), fils d'enseignant, instituteur lui-même de 1848 à 1864, est journaliste à la *Frankfurter Zeitung* de Francfort, organe du parti libéral *Deutsche Volkspartei*. De 1860 à 1866, à Königsberg où il résidait alors, il avait animé un journal d'instituteurs qui lui avait valu plus de vingt procès et deux courtes peines de prison. Ses opinions en matière de politique scolaire sont dès ce moment plus radicales que celles du parti qui l'emploie (la brochure de 1874 est publiée sur des presses social-démocrates). Ce texte précipitera la rupture de Sack avec les libéraux. Il publiera régulièrement dans les années 1880 et 1890 des articles de politique scolaire dans la revue théorique du SPD, *Die Neue Zeit*.

<sup>89</sup> E. SACK, *op. cit.*, p. 27.

<sup>90</sup> « Nos « hommes d'Etat » ne sont pas des charlatans. Ils savent que l'éducation de caste est le dernier et le plus efficace complément du militarisme. A travers l'école de caste est anéantie dans la pratique, mais de façon radicale, la conscience de la capacité de l'homme à être son propre maître [Selbstherrlichkeit] – l'idée, qui s'est répandue dans le monde entier, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité de tous. Notre bourgeoisie, même la bourgeoisie libérale, ne s'y est en rien opposée ; au contraire, elle prend part avec plaisir à la construction de l'école de caste, et met beaucoup d'espoir dans l'éducation de caste. En cela elle a raison : car ce n'est pas seulement dans les cercles de conseillers royaux qu'on s'est demandé qui en définitive garderait les oies si tous les enfants devaient faire des études supérieures. » (E. SACK, *op. cit.*, p. 34).

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>92</sup> *Gegen die Prügelpädagogik* (Contre la pédagogie du bâton, 1878, p. 76-91). Dans cet écrit remarquable Sack se dresse contre l'usage (non autorisé, mais toléré et selon lui très répandu) des châtiments corporels à l'école, imprimant « un certain caractère de sujétion presque ineffaçable qui rend l'homme si étonnamment semblable au chien » (p. 80). Il y oppose « le projet d'éduquer le peuple pour la liberté ».

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 41.

Mais Eduard Sack accorde pour sa part une attention bien plus grande aux effets moraux et politiques de l'éducation religieuse sur les enfants du peuple :

*Les accusations portées contre la religion à l'école ne sont pas neuves. Elles ont été répétées un nombre incalculable de fois, et personne n'a plus le courage de les répéter encore. Et cependant, la religion est toujours le fondement de toute pédagogie et chaque objet d'enseignement lui est étroitement associé. Des quelque 9600 heures de la vie d'un enfant que l'Etat et l'Eglise prennent pour son éducation<sup>94</sup>, ce sont au moins 1600 heures, environ la sixième partie de ce total, qui sont consacrées à l'acquisition des coutumes religieuses, pour l'apprentissage et la mémorisation de très vieilles et incompréhensibles histoires, de psaumes et de proverbes bibliques, de vieux cantiques bien lourds et de ce qu'on appelle des articles de foi. A quoi servent pour le peuple toutes ces histoires, ces chants et ces proverbes ? Ce n'est qu'au moyen de phrases obscures et incompréhensibles comme des articles de foi qu'on peut se faire une idée de la sagesse du catéchisme. Mais il est impossible de soutenir que quoi que ce soit d'utile, de profitable pour la connaissance, pour l'éclaircissement et le renforcement de la moralité puisse naître de l'enseignement religieux. Ce qui s'en dégage, c'est plutôt une immense, une incalculable honte... Certes, il est vrai que la plupart des parents veulent encore qu'on enseigne la religion à leurs enfants, parce que sinon ils seraient à leurs yeux comme des bêtes, et se laisseraient entraîner hors du droit chemin de la moralité... mais j'ai aussi remarqué qu'ils renoncent volontiers à la religion, quand on leur propose quelque chose de plus utile<sup>95</sup>.*

Est-ce parce qu'il ne reprend pas à son compte le schéma politique (implicite chez W. Liebknecht, mais bien présent) selon lequel, puisque aucun réel changement démocratique ne peut être imposé à la monarchie prussienne en matière scolaire, l'action ne peut être que propagandiste ? Toujours est-il qu'on trouve chez Sack une réflexion précoce sur les éléments d'un programme scolaire de lutte pour ce qu'il nomme dans son texte de 1874 « *la Démocratie* » : réduction de moitié des effectifs scolaires (soit un maximum de... 40 élèves par classe) ; revalorisation des traitements des instituteurs ; suppression totale de l'inspection cléricale ; école unique et gratuite (« *école populaire pour tous* ») aux niveaux primaire, secondaire et même supérieur ; coéducation à tous les niveaux ; « *écoles de communes et non d'Etat* » ; « *éducation à la liberté* » inspirée de Pestalozzi préparant le peuple à devenir son propre maître. L'ancrage de cette perspective dans la tradition allemande de *l'émancipation de l'école* est manifeste, en même temps qu'elle est réinvestie au bénéfice d'un objectif politique nouveau, la république démocratique égalitaire. La lutte pour libérer l'école de la tutelle des clergés est au cœur d'un tel programme d'action indissolublement pédagogique et politique :  
Leurs écoles apprennent la théologie, nous apprenons la raison ; elles légitiment les privilèges et demandent de croire à un ordre établi par Dieu pour l'éternité, nous apprenons l'histoire des horreurs dont celui-ci est responsable ; ils corrompent la jeunesse avec un enseignement de classe et de caste ; nous l'extirpons, et par mille canaux nous versons dans les têtes et les cœurs l'unique vérité, à savoir l'égalité de tout ce qui porte un visage humain. Ils font de la Terre une vallée de larmes et placent le paradis au-delà des étoiles, nous montrons que la Terre peut être un paradis et que nous n'avons pas besoin du ciel. Ils veulent la foi et la soumission, nous voulons toujours et partout la liberté et l'égalité. Aussi, point par point, devons-nous combattre l'école de classe et l'enseignement de caste. C'est le seul chemin qui nous conduira à la victoire<sup>96</sup>.

---

<sup>94</sup> Sur huit ans (6 à 14 ans), à raison de 1200 heures par an prévues par les textes officiels.

<sup>95</sup> *Ibid*, p. 51.

<sup>96</sup> *Ibid*., p. 70.

Sans surestimer les divergences de points de vue entre W. Liebknecht et E. Sack<sup>97</sup>, force est de constater qu'on se trouve en présence, à propos du religieux à l'école, d'une part de deux analyses sensiblement différentes concernant ce qu'on pourrait appeler son degré de dangerosité politique et morale, et d'autre part de deux stratégies de lutte qu'on ne peut totalement assimiler l'une à l'autre, la première faisant découler la laïcité de l'école de la conquête préalable du pouvoir sur la monarchie, la seconde faisant de la lutte au quotidien pour faire reculer l'emprise religieuse sur l'école (et plus généralement pour combattre son caractère d'« école de classe ») une voie de mobilisation permettant de hâter la chute du régime impérial.

Le problème politique ainsi posé à la social-démocratie allemande resta implicite durant les années difficiles des lois d'exception (1878-1890). Il devait resurgir dès le début des années 1890, et demeurer jusqu'en 1914 l'une des questions d'orientation les plus âprement discutées de la politique scolaire du SPD : on y reviendra donc dans le dernier chapitre de ce travail.

### **3. RISORGIMENTO ET QUESTION LAÏQUE EN ITALIE (ANNÉES 1850 – 1880)**

#### **3.1. Libéralisme d'Etat et libéralisme radical face à la question laïque (1850-1870)**

Dans l'Italie des années 1850 le Piémont apparaît comme un foyer libéral, porteur des espoirs unificateurs que la papauté en 1848 avait si cruellement déçus. Une aristocratie dirigeante « éclairée », dont le Comte de Cavour (1810-1861) est le plus remarquable représentant, voit dans la monarchie constitutionnelle reposant sur le suffrage censitaire, c'est-à-dire dans l'alliance politique avec la grande et moyenne bourgeoisie du pays, une voie d'avenir permettant d'éviter à l'Italie la double ornière de l'arriération politique dans laquelle se maintiennent peu ou prou les six autres Etats italiens<sup>98</sup>, et de l'aventure démocratique et révolutionnaire. Le catholicisme reste religion d'Etat (article 1 de la Constitution de 1848) ; mais les gouvernements de Victor-Emmanuel II mettent en œuvre avec succès à partir du début des années 1850 une politique de modernisation prudente des relations Eglise / Etat qui se veut l'application de la célèbre formule « *l'Eglise libre dans l'Etat libre* »<sup>99</sup>. Cette formule représente une rupture avec les politiques d'association / subordination de l'Eglise à l'Etat (josphisme ou gallicanisme, qui opéraient selon la formule « *l'Eglise est dans l'Etat, mais l'Etat n'est pas dans l'Eglise* »<sup>100</sup>) ; mais elle n'équivaut pas à une séparation complète, l'Eglise, quoique « libre », demeurant « dans » l'Etat. Cavour, avec l'ensemble du personnel gouvernemental de la monarchie piémontaise, se garde d'ailleurs de toute manifestation d'hostilité envers l'Eglise comme telle. Ce sont surtout les congrégations (les « couvents », dans le langage politique italien) qui sont visées : la suppression d'un certain nombre d'entre elles et l'« *incameramento* » (la nationalisation) de leurs biens, décidée dès le

---

<sup>97</sup> On notera que l'éditeur est-allemand des écrits scolaires d'E. Sack, Karl-Heinz Gunther, trouva bon dans son introduction (1960) d'avertir ses lecteurs qu'ils avaient affaire à un pédagogue progressiste sans doute, mais néanmoins incapable de dépasser le point de vue de « *l'idéalisme petit-bourgeois* » (p. 8)...

<sup>98</sup> L'Italie comprend en 1850, outre le Royaume de Piémont-Sardaigne, les duchés de Parme et de Modène, le Grand-Duché de Toscane, les Etats de l'Eglise, le royaume de Naples et de Sicile (dit « des Deux-Siciles » depuis 1816) ainsi que le royaume de Lombardie-Vénétie, où le poids de l'aristocratie foncière soutenue par l'Eglise est moins accablant, mais qui reste sous la ferme domination autrichienne.

<sup>99</sup> L'origine de l'expression, rapidement célèbre dès que Cavour la prononce au Parlement de Turin (1856), est contestée. A. C. Jemolo l'attribue au théologien protestant libéral suisse Alexandre Vinet (cf. le chapitre 5), dont l'ouvrage sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat avait influencé les « idéologues » de la monarchie piémontaise, Pier Carlo Boggio (*La chiesa e lo Stato in Piemonte*, 1854) et Mario Minghetti (ancien ministre de Pie IX en 1848, et futur président du conseil du royaume unifié). Mais Montalembert a énergiquement revendiqué la paternité de cette formule.

<sup>100</sup> Expression employée notamment par le juriste gallican Camus à l'Assemblée constituante française lors de la discussion de la Constitution civile du clergé, dont il était un des concepteurs (cf. le chapitre 3).